

3e entretiens de Sceaux : villes et universités doivent apprendre à faire ensemble

Zoom 25 novembre 2019

Comment renforcer les liens entre l'université et la ville, deux acteurs qui peuvent (doivent ?) faire ensemble, à l'heure du retrait de l'Etat de sa fonction de stratège local et de l'autonomisation des facultés. Tels furent les sujets de la troisième édition des entretiens de Sceaux organisés le vendredi 22 novembre 2019 par la Vallée scientifique de la Bièvre.

Villes et universités : faire ensemble, tel était le thème de la troisième édition des Entretiens de Sceaux qui s'est tenue le 22 novembre 2019 à l'hôtel de Ville scéen. (Hauts-de-Seine). Thierry Mandon, directeur de la cité du design de Saint-Etienne et ancien secrétaire d'Etat en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a notamment participé aux travaux. Ce dernier a rappelé que le lien entre les universités et la ville constituait un sujet relativement récent en France, une relation née au début des années 2000, à un moment où l'Etat délaisse sa fonction de stratège et laisse aux acteurs territoriaux la possibilité de faire, donnant parallèlement aux universités une autonomie accrue.



Troisième édition des Entretiens de Sceaux à l'hôtel de ville. © Jgp



« Nous devons passer d'une période où la ville et l'université fabriquaient l'urbain à une période où les deux fabriquent l'urbanité de demain », Thierry Mandon. © Jgp

« Pendant longtemps ville et université ont appris à grandir ensemble, c'était l'adolescence, explique l'ancien secrétaire d'Etat. Cette relation doit devenir aujourd'hui plus adulte en formalisant précisément ce qui doit les réunir, nous devons nous poser et identifier les nouveaux défis qu'implique cette collaboration ». « Nous devons passer d'une période où la ville et l'université fabriquaient l'urbain à une période où les deux fabriquent l'urbanité de demain », a également fait valoir Thierry Mandon.

Un lien essentiel

Si l'on peut imaginer une ville sans université, ou un campus universitaire fermé au sein d'une commune, une relation entretenue et plus imbriquée est jugée essentielle par Alain Sarfati, président de l'Université Paris Sud, future Université Paris-Saclay au 1^{er} janvier 2020.



« Les universitaires doivent penser le territoire comme une ressource, le penser comme un terrain de recherche, d'expérimentation scientifique et pédagogique avec des acteurs locaux qui possèdent l'expertise »,

indique Hélène Dang-Vu. © Jgp



« L'université, c'est de la recherche, un esprit critique qui peut aider à la compréhension d'une problématique complexe et la ville peut s'en inspirer », explique Alain Sarfati. © Jgp

« L'université, c'est de la recherche, un esprit critique qui peut aider à la compréhension d'une problématique complexe et la ville peut s'en inspirer. C'est également une ouverture avec des étudiants et des chercheurs internationaux qui peuvent apporter des choses nouvelles. Inversement la ville apporte des logements aux universités. La ville fournit à l'université des restaurants, des bars, de manière générale toutes les activités qui s'adressent aux universitaires qu'ils soient étudiants, enseignants ou administratifs. Enfin, c'est une réputation mutuelle, la ville est fière de son université », a-t-il souligné.

Se voir comme une ressource

En matière d'aménagement, les universités gagnent en compétence, elles qui ne disposaient pas d'une telle approche il y a encore une vingtaine d'années. Un constat renforcé par la transformation du rôle de l'Etat qui met en concurrence les territoires comme les universités. « Dans ce contexte, il existe une

convergence des intérêts à travailler et faire des choses ensemble entre facultés et acteurs locaux », note Hélène Dang Vu, maitre de conférences à l'Ecole d'urbanisme de Paris.

Les coopérations entre les deux entités sont légions selon la chercheuse. Elles peuvent s'incarner à travers des objets ou des espaces hybrides, soit des équipements utiles pour l'université comme pour un public plus large, issu du territoire. Les Fablab mais aussi les amphithéâtres utilisés pour des colloques universitaires la journée et des spectacles le soir, les bâtiments modulables et ouverts sur la ville ou encore les bibliothèques universitaires « plus, plus » qui n'acceptent pas uniquement les étudiants.



« Une étude montre qu'un euro investi dans une université vous rapporte cinq euros de manière indirecte, et nous ne pensons pas souvent comme ça », note Alain Safarti. © Jgp



« Les liens les plus étroits possibles avec l'enseignement supérieur sont bénéfiques pour la ville », précise Philippe Laurent. © Jgp

Il existe aussi les documents de planification coconstruits entre université et acteurs locaux qui font ressortir des logiques communes entre le territoire et la recherche. Enfin, la coopération passe par l'engagement local des universitaires : « ils doivent penser le territoire comme une ressource, comme un terrain de recherche, d'expérimentation scientifique et pédagogique avec des acteurs locaux qui possèdent l'expertise », indique Hélène Dang-Vu.

A l'inverse, l'université représente une ressource pour le territoire, qui lui apporte de la connaissance, « mais c'est aussi et nous devons le développer, un lieu de formation tout au long de la vie et pas uniquement pour les jeunes ». En d'autres termes, penser la coopération au-delà des enjeux économiques, ce que Philippe Laurent, maire de Sceaux et hôte des Entretiens a également mis en valeur. « Les liens les plus étroits possibles avec l'enseignement supérieur sont bénéfiques pour la ville, même s'il faut faire plus, ce qui nécessite un

investissement de temps, financier, il nous faut continuer avec le soutien de l'université ».

5 milliards pour remettre en état la recherche

Dans la salle, de nombreuses questions ont concerné le budget alloué aux universités, jugé généralement faible, ce qui freine l'investissement de ces dernières dans la vie locale. L'ancien secrétaire d'Etat rappelle que « partout dans le monde », c'est le public qui finance le système d'université et de recherche, « même aux Etats-Unis » à hauteur de 90 à 95 %. Ce sont donc des financements publics et par conséquent des choix politiques.



« En France, la recherche et l'université ne sont pas des priorités car ce n'est pas cher de remettre en état le système de recherche, c'est cinq milliards, c'est beaucoup mais rien du tout, ça représente l'ISF sur quelques années, ce n'est pas du tout cher », assène Thierry Mandon. © Jgp

« Les financiers de Bercy ne connaissent pas l'université car aucun d'entre eux n'y est allé, ils ont tous fait des grandes écoles ce qui est très bien par ailleurs. En France, la recherche et l'université ne sont pas des priorités alors que ce n'est pas cher de remettre en état le système de recherche, il suffit de cinq

milliards, c'est à la fois beaucoup et rien du tout, ça représente le montant de l'IFI (impôt sur la fortune immobilière ex-ISF) sur quelques années ». Une question de choix politique, mais surtout pour Thierry Mandon, le jeu en vaut la chandelle. « Une étude montre qu'un euro investi dans une université vous rapporte cinq euros de manière indirecte, et nous ne pensons pas souvent comme ça », acquiesce Alain Sarfati.